

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



Crise politique...



Dossier Economie sociale et solidaire :
Une économie pas comme les autres ?





Cette année encore, nous faisons appel à celles et ceux qui partagent nos colères, nos combats, nos espoirs ou tout simplement la volonté de faire vivre le pluralisme. Le NPA est un parti financièrement indépendant et compte le rester. Il ne vit que de ses cotisations... et de vos dons.

La dotation de l'État dont nous avons pu bénéficier était réservée aux frais électoraux. Mais, pour les cinq années à venir, nous ne bénéficierons plus de cette dotation. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, sur vous, sur la générosité de celles et ceux qui pensent qu'il est indispensable qu'existe un parti anticapitaliste pleinement indépendant de la gauche libérale au pouvoir et des institutions.

Faire un don au NPA, c'est nous permettre de continuer à lutter au mieux contre les capitalistes qui veulent nous faire payer leur crise économique et écologique en nous divisant, en faisant reculer tous nos acquis et droits sociaux, sans parler des libertés démocratiques fondamentales. C'est nous permettre d'intervenir dans tous les champs de la lutte des classes.

Le NPA se bat aux côtés de tous les exploités pour construire aujourd'hui une opposition de gauche au gouvernement. Cette lutte est la vôtre, chaque jour, dans votre travail, votre entourage, votre association, votre syndicat. Nous défendons le même camp social, celui de tous les opprimés.

Nous soutenir, c'est contribuer à ce combat collectif.

D'avance, merci à tous et à toutes.

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.

Deux moyens de paiement :

- par chèque à l'ordre de « NPA souscription » - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL
- par CB sur le site national : <http://www.npa2009.org/souscription>

SOMMAIRE

Edito	p.3
Nos vies, pas leurs profits	p.4-6
<ul style="list-style-type: none"> • Contre le chômage, toujours là ! • Logement, ça ne peut plus durer • Contre les fermetures d'usines... • Vortex : marchés publics pour entreprises rapaces • Interview : grève dans les Finances publiques • Une Région généreuse pour les entreprises 	
Santé	p.7
<ul style="list-style-type: none"> • Grands chênes : grève payante • CHU : des journées de 12 heures 	
Mobilisations	p.8-9
<ul style="list-style-type: none"> • Non à l'Ayrault-port... • Mariage et adoption pour tous... • Gaza : vive la lutte du peuple palestinien <p>Chronique : pas touche à la propriété privée</p>	
Dossier	p.10-12
<ul style="list-style-type: none"> • L'Economie sociale et solidaire, «un modèle économique alternatif ? • Crédit Agricole : bienvenue sur votre site mutualiste... • Mondragon, la plus grande coopérative du monde • Une économie à part ? • Pour un avenir sans patrons 	
Education	p.13
<ul style="list-style-type: none"> • Réforme des rythmes scolaires... • Peillon craint-il l'opinion des enseignants ? <p>Quelques mots de Michel Slitinsky</p>	
A lire, à voir	p.14-15
<ul style="list-style-type: none"> • Notes de lecture d'Anticapitalistes ! • Expo Les désastres de la guerre de Goya • Expo Les gaulois en Aquitaine <p>Chaban dans le bronze...</p>	
Internationalisme	p.16
<ul style="list-style-type: none"> • Egypte : la révolution ne fait que commencer 	

ANTICAPITALISTES ! passera à 1,5 euros à partir du n°33 de janvier 2013

ANTICAPITALISTES !

CPPA°: 1014 P 11511 ISSN : en cours

Directeur de publication : Jean-Louis Danfous

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € tarif de soutien avec envoi postal

Les abonnements en cours restent au tarif ancien jusqu'à leur échéance.

S'abonner par chèque à l'ordre de Monica Casanova en précisant, nom, prénom, adresse, code postal, ville, adresse mail et le type d'abonnement choisi.

Crise politique à tous les étages...

La méthode Coué a des limites.... Hollande, le 10 décembre, estimait que « *la crise de la zone euro, elle est derrière nous... tout ce que nous avons à faire ce n'est plus simplement de sortir de la crise de la zone euro: c'est fait* ». Qui peut y croire ?

Le sommet européen des 13 et 14 décembre a débouché sur un accord pour des « *contrats de compétitivités et de croissance* » pour tous les pays de la zone euro. Au menu, attaques contre les travailleurs (en France, un rapport commandé par le gouvernement propose la remise en cause du SMIC !), contre les retraités, contre toute la population à travers la casse des services publics. Mais Hollande, soumis comme ses collègues aux exigences de la finance, prétend qu'il pèse... sans doute comme il a réussi à peser sur le TSCG sans en changer une virgule !

En haut... ça branle dans la manche

Les unes après les autres, les annonces de ce genre se retournent contre Hollande et son gouvernement. Normal, la brutalité de la crise économique ne permet plus de faire passer une politique en faveur de la finance pour ce qu'elle n'est pas.

Alors, c'est la crise politique qui fissure le gouvernement et la majorité sur tous les sujets : Florange bien sûr, l'Ayraultport de Notre-Dame-des-Landes, la reculade sur le droit de vote des immigrés, le « *pacte de compétitivité* », le TSCG, le nucléaire... la liste est longue. Si on la complète par les affaires de Cahuzac et Guérini... après seulement six mois de pouvoir, la nouvelle équipe est considérablement affaiblie, déconsidérée largement parmi les millions d'électeurs qui voulaient virer Sarkozy.

Du côté des UMP, la guerre Fillon-Copé signe le deuxième échec de Sarkozy après sa défaite aux élections. Faisant taire toutes les critiques sur son bilan et son orientation à droite toute, Sarkozy n'avait réussi qu'à retarder l'orage. Les appétits ont fait le reste, au moment où, face à la politique droitiste du PS, il ne reste à l'UMP que la surenchère réactionnaire. Le FN espère en tirer profit, les dernières législatives partielles montrent que ce n'est pas si simple.

En bas... la rupture est déjà là

Le discrédit des partis gouvernementaux est immense, ils tiennent encore parce qu'une opposition du monde du travail ne s'est pas encore construite. Mais jamais un gouvernement de gauche n'a suscité, et aussi rapidement, autant de défiance, voire d'hostilité, parmi les salariés.

Côté syndical, tout le monde a bien compris que le « *dialogue social* » ne sera pas plus productif qu'avec Sarkozy, mais aucune direction ne veut s'engager dans la rupture, préparer l'opposition frontale avec le gouvernement. Bien des militants se sentent prisonniers de cette contradiction.

Au Front de gauche, après des mois où les dirigeants du PCF ont expliqué sur tous les tons qu'ils ne sont pas dans l'opposition, qu'ils veulent « *faire réussir la majorité* », une inflexion semble se dessiner, leurs élus commencent à oser s'abstenir et voter contre certains textes... tout en sachant que l'Assemblée où le PS est majoritaire garde le dernier mot.

Pour nous, comme le disait Philippe Poutou pendant la Présidentielle « *il faudra construire une opposition de gauche si Hollande est élu* ». Il s'agit bien aujourd'hui de faire entendre les exigences contre l'austérité : l'interdiction des licenciements, l'annulation de la dette, l'expropriation du système bancaire, une autre répartition des richesses. En expliquant que seul un gouvernement représentant réellement les travailleurs et la population pourrait imposer de telles mesures.

Affirmer ces revendications, cette perspective d'un autre pouvoir, est une nécessité pour aider la jeunesse et le monde du travail à retrouver confiance dans leurs forces, à rompre avec le fatalisme face à ce système qui se lézarde. Confiance et liberté pour agir.



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Contre le chômage, toujours là !

Pour la manifestation contre le chômage et les précarités du 1^{er} décembre nous étions près de 250 dans les rues de Bordeaux (sous le soleil pour une fois !) à dire haut et fort notre colère, pour réclamer le partage du travail et des richesses, seule façon de changer vraiment la situation pour les 5 millions de chômeurs, 10 millions de pauvres, 3,5 millions de mal logés, 170 000 SDF...

La manifestation parisienne a rassemblé, elle, autour de 3000 manifestant(e)s.

Seulement 250 à Bordeaux, c'est peu bien sûr, c'est pas assez, mais pourtant il était plus que jamais nécessaire d'y être cette année encore. Car le seul changement qu'il y a eu, c'est l'alternance du parti au gouvernement, mais pas ce que nous subissons depuis bien trop d'années et pas la politique menée et annoncée d'ailleurs. Les cadeaux pour les riches ça continue (20 milliards de crédits d'impôts) et les sacrifices pour nous aussi (10 milliards de coupes dans les budgets sociaux) pour ne prendre que ces deux exemples.

Notons tout de même le silence retentissant des médias comme *Sud Ouest* qui a décliné la conférence de presse, ignoré les communiqués pour annoncer la manifestation, et ignoré aussi la manifestation ! Alors un peu de pub à *Aqui33* et *O2 radio* pour nous avoir donné la parole.

Nous étions satisfait(e)s du dynamisme et de la tonalité de notre manifestation, de sa préparation collective et unitaire (tracts, banderole...) de la clarté du message politique et des revendications.

Logement

Ca ne peut plus durer, ça doit péter !

Il a suffit que Duflot, la ministre verte du logement, demande à l'Église de faire un effort pour le logement des sans-abri, allant même jusqu'à évoquer la « réquisition », pour qu'on assiste à des cris d'indignations pour le moins démesurés !

Pour l'instant, pas 1 m² de bâtiment religieux n'a été réquisitionné. Et le problème surtout, c'est que pas 1 m² du tout ne l'a encore été.

Dans cette petite histoire de clochers ce qui est choquant est de voir que pour s'attaquer au drame des sans abris et des mal logés, la perspective de la ministre du logement d'un gouvernement dit de gauche est d'en appeler à la charité chrétienne (ou laïque d'ailleurs). Alors que le droit au logement doit être un droit,

tout comme le droit à la santé, à l'éducation, au travail, au revenu... Le droit de vivre tout simplement. La solidarité, la générosité sont depuis trop longtemps, et de plus en plus, utilisées pour pallier les conséquences de la casse sociale et humaine de cette société capitaliste et de l'incurie des gouvernements. Celles et ceux qui s'occupent d'associations comme les Restos, Emmaüs, Samu social, Secours populaire... disent bien comment ça devient de plus en plus difficile et insupportable.

Ayrault, le chef à Duflot, vient de clôturer la conférence contre la pauvreté des 10 et 11 novembre, cette grande messe dont on savait qu'il n'y avait rien à attendre (voir n° 31). Dans son discours il a détaillé son plan qu'il appelle « choc de so-

lidarité » et dont les mesures phares sont l'augmentation du RSA de 10 %... en 5 ans ! et la création de 8000 places d'accueil d'urgence ; le tout reviendra à 2,5 milliards d'euros. A comparer aux 45 milliards versés aux banques pour les seuls intérêts de la dette ou les 31 milliards pour le budget militaire 2013. Et tous les profits par dizaines et centaines de milliards qu'enrangent toujours les grosses entreprises à qui l'État vient de faire aussi un cadeau de 20 milliards pour les aider à tenir le coup !

On retiendra tout de même cette phrase dans le discours d'Ayrault : « *La précarité est le fait de processus économique et sociaux qu'on peut combattre* ».

On va tout faire pour !

Jacques Raimbault



Contre les fermetures d'usines : il manque juste le déclic

Pendant qu'à l'usine Ford, nous traversons toujours une longue période de sous activité, de chômage partiel et d'une mobilisation sociale inévitablement mise en veille, d'autres usines vivent des moments très difficiles. Labso Chimie à Blanquefort, Mondi à St Jean d'Illac sont officiellement menacées de fermeture. Les salariés ne comprennent pas ou dénoncent ces décisions patronales alors que rentabilité et profits sont là. Mais cela ne suffit pas à trouver la force de s'opposer à une situation qui apparaît sans issue. Dans les deux cas, les salariés hésitent à contester les PSE qui se mettent en place. Doutes, désespoirs, écœurement, sentiment d'être trompés sont les sentiments qui dominent. Quoi faire, est-il possible de changer la donne ? Malheureusement, il n'y a pas de perspective autre que celle de subir. Il faut dire que les grosses bagarres « emblématiques » comme chez PSA ou Arcelor n'aident pas à penser qu'autre chose est possible.

Il y a comme un rouleau compresseur en ce moment. Une sorte de logique de résignation qui s'installe. Pourtant, il y a de la lucidité et de la colère sur ce système économique injuste, sur des patrons qui s'enrichissent sur le dos des ouvriers et qui manipulent, mentent, trichent.

Domage que les organisations du mouvement social soient aussi fragilisées, éparpillées, esquinées par des années de crise. Les syndicats, notamment, sont incapables de jouer un rôle rassembleurs, de liens entre les salariés, de transmissions des expériences, un rôle d'initiatives tant ils sont eux aussi dominés par un sentiment d'impuissance. Domage parce

qu'il y a évidemment de l'espoir. Il y a tout simplement cette possibilité que les événements basculent à n'importe quel moment.

Partout, il y a ce besoin de dignité chez les salariés, de relever la tête, de s'opposer à la politique du patron. Il y a ce besoin de fraternité, de solidarité. Le gros problème c'est qu'il nous manque des cadres pour discuter de nos perspectives, de comment on peut se défendre collectivement, de notre stratégie dans la résistance.

Les liens entre les salariés de différentes entreprises, la coordination des actions sont fondamentalement ce qui peut redonner confiance dans nos propres forces. A Ford, le syndicat CGT participe à un « collectif » de boîte en lutte pour l'interdiction des licenciements, un réseau qui se réunit à Paris avec les 3 Suisses, Goodyear, Valeo, Fralib, Faurécia... rejoins prochainement par les Arcelor, PSA, Sanofi... Localement, chaque rassemblement comme celui du 13 décembre devant la préfecture est important car il met en contact des équipes militantes qui cherchent des solutions. Les discussions, les propositions d'entre-aides donnent des forces pour prendre des initiatives.

L'urgence est bien de construire ces liens de solidarité qui permettront de retrouver confiance et moral, ce qui est déterminant pour mener les batailles et changer la donne.

Philippe Poutou

Vortex

Marchés publics pour entreprises rapaces

La société Vortex fait 42 millions de chiffre d'affaire avec 2000 salarié(e)s, des conducteurs pour l'essentiel, dans 17 agences en régions dont une à Yvrac en Gironde.

Depuis la loi Handicap de 2005, surtout, cette société est devenue l'un des prestataires préférés des Collectivités, dont les Conseils Généraux, pour le transport scolaire des enfants handicapé(e)s, des personnes à mobilité réduite.

« Elle est à chaque fois moins chère que ses concurrents » explique un employé du Conseil Général des Deux-Sèvres. « Les collectivités choisissent souvent le mieux-disant sans regarder ce qu'il y a derrière » dénonce un syndicaliste CGT- transport.

De fait, une grève dans les Deux-Sèvres de « ces précaires de la sous-traitance des collectivités » a fait apparaître au grand jour des conditions de travail et des salaires déplorables. Les contrats dépassent rarement les 15 heures hebdomadaires et les salai-

res 500 euros mensuels, la convention collective du transport de public n'est pas respectée, le personnel doit faire l'avance de frais d'essence, de la sous-traitance est donnée à des personnes hors de l'entreprise et non formées, jusqu'à cette employée malade à qui sa direction a demandé de trouver n'importe qui autour d'elle pour la remplacer plusieurs jours !

Dans plusieurs villes, les employé(e)s ont saisi les Prud'hommes. Pour l'instant, conséquence de la grève, Vortex a déjà licencié le directeur de son agence d'Aquitaine, mais ce sont bien les rapaces qui dirigent ces sociétés qu'il faut écarter et que les collectivités embauchent directement les employé(e)s dans des conditions acceptables.

J.R.

Nos vies, pas leurs profits

Interview

Grève dans les Finances Publiques

Le 27 novembre dernier, les agents des Finances publiques étaient en grève pour la justice fiscale, l'emploi, les conditions de travail et le pouvoir d'achat. En Gironde, 25 emplois seront supprimés et 6 trésoreries devraient fermer d'ici 2014. Deux fonctionnaires des Finances Publiques, militants syndicaux, ont répondu à nos questions.

Pouvez-vous nous resituer le contexte du mouvement de grève du 27 novembre ?

C'est bien dans le cadre de nouvelles suppressions d'emplois (2062 en France, 25 en Gironde) que ce mouvement est né; mais aussi dans le cadre des conditions de vie au travail. L'absence de personnel rend le travail de plus en plus difficile et nombreux sont les collègues qui souffrent moralement et physiquement. De plus la loi fiscale étant toujours plus complexe, les agents doivent être encore plus professionnels et polyvalents sans aucune reconnaissance de ces efforts supplémentaires et doivent au quotidien justifier aux usagers les décisions gouvernementales injustes ! S'y ajoutent les restrictions budgétaires qui rendent ardu le travail en ne permettant plus d'avoir du papier ou du matériel divers, ni d'être correctement remboursé des dépenses engagées pour l'administration (les frais de déplacements n'ont pas été revus depuis de nombreuses années).

La fameuse RGPP (révision générale des politiques publiques) est toujours appliquée dans le même sens, celui des réductions d'emploi, et ce malgré le changement de gouvernement ?

Oui la RGPP de droite, remplacée par la MAP (Modernisation de l'Action Publique), RGPP « de gauche » continue de



Une Région généreuse pour les entreprises !

En novembre, la commission permanente du Conseil Régional a voté un total de 34,3 millions d'euros de subventions, en majorité pour des entreprises privées.

Ainsi, 611 000 euros à la société ASTF, sous traitant aéronautique de Mérignac, pour un projet « susceptible » de créer 85 emplois. « Susceptible », donc c'est même pas sûr dirait Coluche !

Aussi, 163 000 euros à Sabena Technics pour un projet de formation destiné à 77 salariés et... « susceptible » (encore !) de générer 12 embauches.

Par ailleurs, 581 000 euros seront partagés entre 3 entreprises spécialisées dans le vin.

Pour ce qui est du NPA, nous n'avons touché aucun euro mais il existe une souscription toujours ouverte !

JR

faire des ravages dans toute la fonction publique, aux Finances plus qu'ailleurs car dès le début de la RGPP, c'est un fonctionnaire sur trois partant à la retraite qui n'est pas remplacé et même deux sur trois aux Finances Publiques !

Quelles conséquences pour les agents et pour le service public fiscal ?

Les conséquences sont importantes sur les agents des Finances Publiques et par conséquent sur les contribuables. Ce sont des impôts qui sont mal calculés par manque de personnel et génèrent de nombreux contentieux. Les files d'attentes sont importantes. Pour le centre de Mérignac, c'est 500 visites par jour depuis début septembre. A la Cité administrative, ce sont plus de mille personnes qui sont reçues chaque jour avec des délais d'attente pouvant dépasser les 45 minutes.

Parce qu'il y a manque de personnel, le contrôle n'est plus fait dans de bonnes conditions et donc « l'égalité devant l'impôt » en pâtit gravement. Le Gouvernement affiche des ambitions de lutte contre la fraude fiscale mais oublie hypocritement de prévoir les moyens humains !

Parce qu'il y a manque de personnel, le travail à destination des communes et collectivités locales n'est plus correctement assuré et les mairies commencent à réagir en envisageant des sous traitances nuisibles aux habitants. Dangereux quand on pense aux ravages des emprunts toxiques de la crise des « subprimes » ! Les fonctionnaires font preuve de neutralité : qu'en sera-t-il quand le conseil aux collectivités sera privatisé ?

Propos recueillis par Christophe Otharan

Grands Chênes : grève payante !

Le 29 novembre, les salariés des Grands Chênes, un établissement de réadaptation fonctionnelle étaient en grève, pour le maintien de leurs acquis. Depuis son rachat par Korian, un groupe qui regroupe 240 établissements en France mais aussi en Allemagne et en Italie, la direction a voulu remplacer une prime d'intéressement d'une enveloppe globale de 140 000 € (l'équivalent d'un 13^{ème} mois payé au prorata des absences), par une prime PASE dégressive, qui disparaît dès 108 heures d'absence. Elle a voulu imposer le paiement des salaires le 30 au lieu du 25 actuelle-

ment, une source de difficulté pour les prélèvements.

Cela fait des mois que les salariés préparent ce mouvement. A l'appel des syndicats CGT et CFDT, ils se sont retrouvés devant la clinique dès 6 heures du matin. Les revendications étaient : la suppression de la prime PASE, un 13^{ème} mois et le maintien de la paye le 25.

Sur les 200 salariés de la clinique, environ 98 % étaient en grève, même les cadres !

La direction a bien sûr essayé d'envoyer des cadres de soins, des directeurs

d'autres établissements du groupe, ainsi que des salariés pour remplacer les grévistes. Mais les grévistes, bloquant les entrées, ont réussi à empêcher des salariés de rentrer. C'était assez rigolo de voir les « huiles » enfilez les blouses pour servir les petits déjeuners. Un spectacle que l'on ne voit pas tous les jours !

Les grévistes ont aussi bloqué l'entrée des repas pour les patients : une stratégie qui s'est avérée payante !

Après une journée de grève, ils ont obtenu : la suppression de la PASE et une prime dont l'enveloppe globale s'élèvera à 200 000 € par an versée pendant 3 ans ; le versement de la paye le 25 jusqu'en juin 2013 (le changement de date se fera en juillet au moment du versement de la prime) ; une prime de 100 € en décembre ; le paiement du jour de grève ; 0,5 % d'augmentation de salaire à partir de mai 2013.

Korian, un groupe qui rachète des établissements de santé, des maisons de retraite à tour de bras pour augmenter ses profits, est tombé sur un os. Une victoire qui redonne confiance !

Isabelle Larroquet



CHU : des roulements en 12 heures ?

Travailler mieux et moins pour travailler tous !

Au CHU, le manque orchestré de personnel, les restrictions en tout genre, se répercutent sur toutes et tous. Et si jusque là existait une pénurie d'infirmières derrière laquelle se retranchait la Direction, pour la première fois cette année, plus d'une centaine sont au chômage sur le département... mais pas question d'embaucher au CHU, bien au contraire : l'heure est aux restrictions budgétaires et à l'austérité.

Aussi dans les services, les collègues oscillent entre révolte et sentiment d'impuissance... Depuis les luttes importantes de 2002 qui avaient imposé à Guigou et Aubry que les 35h créent plus d'embauches que prévu dans les hôpitaux, le sentiment est celui d'un recul ininterrompu... Les pools de remplacement ont été « absorbés », les congés maladie, voire maternité ne sont plus remplacés, le « burn out » (épuisement professionnel) se généralise.

A tel point qu'une majorité de l'équipe de jour de la réanimation de Pellegrin, a demandé à passer en 12h, quelles qu'en soient les conséquences pour leur santé et la sécurité des patients... Ces collègues voient l'immédiat : moins de jours

passés à l'hôpital, moins de frais de transport pour ceux qui habitent loin vu le prix des logements, moins de frais de garde d'enfants...

Un mouvement qui n'est pas spécifique au CHU de Bordeaux et une aubaine pour les Directions qui voient ainsi disparaître les chevauchements entre équipes et peuvent rogner encore sur les effectifs. Qu'importe que les transmissions entre équipes se fassent désormais dans le couloir hors du temps payé... qu'avec le temps d'habillage-déshabillage l'amplitude de travail dépasse le maximum légal des 12h par jour... Et qu'importe aussi pour la direction que toute une partie du personnel (bien que minoritaire le jour, mais majoritaire dans l'équipe de nuit) ne soit pas d'accord avec les 12h ! Soit ils plient, soit ils vont voir dans un autre service !

Ce mouvement est heureusement marginal aujourd'hui au CHU, mais il témoigne d'un profond malaise et désarroi... qui peut aussi se transformer en combattivité tant les conditions de vie et de travail empirent pour toutes et tous !

Isabelle Ufferte

Non à l'Ayrault-Port de Notre Dame des Landes !

A l'heure où nous écrivons, une intervention policière massive est possible à tout moment...

Le gouvernement socialiste, dont le chef tient tant à ce projet de prestige au service du bétonneur AGO-VINCI, n'a pas hésité à réprimer et gazer les opposants le 23 novembre dernier, sur place et à Nantes, suscitant de vives réactions dans tout le pays, et révélant encore les contradictions d'EELV, présent au gouvernement et dont des militants soutiennent les opposants.

NOTRE DAME DES LANDES : SA SE DURCIT



Or, comme d'autres projets pharaoniques de prestige, cet aéroport est inutile et nocif. En effet, l'aéroport de Nantes, à 21 km de là, a une piste d'une capacité de 4 millions de passagers, loin d'être saturée.

927 hectares du Conseil Général ont été transférés à AGO-VINCI, mais il lui en faut 2000 pour tous ses équipements, ce qui signifiera une centaine d'emplois agricoles directs détruits et plusieurs centaines indirectement.

C'est en plus un projet très coûteux : 551 millions, dont près de la moitié de fonds publics !

Après l'immense manif du 17 novembre (30 000 personnes venues prêter main forte aux militants de la ZAD, Zone d'Aménagement différé, rebaptisée Zone A Défendre), le gouvernement a décidé d'investir le site en résistance, occupé par des opposants au projet.

A Bordeaux, un rassemblement spontané a eu lieu le jour même de la répression, puis le 24 novembre, Place Stalingrad, où nous nous sommes retrouvés environ une centaine, dont beaucoup de jeunes aux cris de « Police nulle part, ZAD partout ! », « Valls, Ayrault, kystes de la République »

Des Collectifs de soutien locaux se créent. Le NPA est solidaire de cette lutte, contre ces grands projets inutiles y compris de gauche, qui engloutissent l'argent public dans l'intérêt des multinationales.

Monica Casanova

Mariage et adoption pour tous, liberté d'aimer !

Ce sont des slogans que nous avons scandés à la manifestation du 8 décembre où nous étions environ 3000, à l'appel de nombreux partis, organisations, syndicats et associations. « Deux paires de mères valent mieux qu'un père de merde », « Epousez qui vous aimez », pouvait-on lire aussi sur des pancartes. Nous étions fiers de battre le pavé en ville, laissant environ 7000 Pro-vie et autres opposants au mariage gay manifester plus loin, dans les beaux quartiers.

Dans notre intervention, nous avons pointé la nécessité de se battre contre toutes les oppressions, dont celles des femmes, et dénoncé l'interdiction du mariage gay pour les sans papiers is-

sus de pays où il est interdit, toujours en vigueur dans la proposition de loi Taubira.

Mais alors qu'en tête de manif, les organisateurs socialistes et d'autres associations LGBT, dont des membres du MoDem, voulaient surtout manifester pour l'égalité des droits et la famille, nous avons constitué un « pôle de radicalité » avec Sud Etudiant et certain(e)s anarchistes « contre l'ordre moral des flics et des curés », « pour le libre choix pour tous » (y compris celui de ne pas se marier). Bref, un cortège jeune et animé pour dénoncer avec humour aussi cette société qui entrave toute liberté humaine au nom de la sacro-sainte propriété privée, avec

ses garde-chiourmes, tant policiers que religieux, de toutes les religions.

Des policiers, d'ailleurs, il n'en manquait pas, assez nerveux à la fin du cortège, essayant inutilement de séparer les Antifa et nous du reste de la manif, sous le contrôle d'un hélicoptère surveillant les deux manifestations et qui a suivi la dispersion de notre manifestation jusqu'à la fin. La palme de l'humour revenant à Sud Ouest du lendemain affirmant : « Malgré une forte présence de policiers, aucun accrochage n'a été à déplorer ». Quand on vous dit qu'il faut nous protéger d'eux !

M. C.

Gaza : vive la lutte du peuple palestinien !

A Bordeaux, les manifestations contre l'agression du gouvernement israélien sur la bande de Gaza ont rassemblé entre 200 et 300 personnes les 17, 21 et 24 novembre.

A la manifestation du 24, suite à la trêve décrétée par l'Etat d'Israël, alors que certaines interventions ont parlé de « victoire des combattants palestiniens », avant la journée d'autosatisfaction du Hamas du 13 décembre, nous avons pointé l'impasse du nationalisme terroriste et réaffirmé notre internationalisme en ces termes :

« C'est une trêve, certes, mais pas la fin de la guerre. Notre gouvernement demeure silencieux et complice, de même que l'Europe, solidaires de Netanyahou, et non du peuple palestinien.

Nous, habitants des pays qui dirigent la planète, nous ne pouvons nous taire. Nous ne sommes pas les seuls. A Tel-Aviv et dans de nombreuses villes d'Israël, des rassemblements ont eu lieu depuis le début des attaques où Juifs et Arabes ont scandé ensemble : « *Nous refusons d'être des ennemis !* ».

Ces voix sont minoritaires, mais elles existent, contre l'union nationale créée autour de Netanyahou, de la gauche institutionnelle à l'extrême droite. En difficulté sur le plan économique et social, en particulier dans les régions pauvres où ont eu lieu les événements, cette guerre a été le moyen pour l'Etat d'Israël de porter l'attention ailleurs, et d'unir le pays pour mieux essayer de gagner les prochaines élections.

La solution du conflit ne viendra pas des appareils militaires, d'en haut, mais des peuples. Plus que jamais, la lutte pour la libération de la Palestine est notre lutte, à nous les exploités du monde entier ».

M. C.



Démasquons-les !

« Ebranler le principe du droit de propriété comme ça, à la va-vite, c'est très grave » a rugi Laurence Parisot sur RTL, le 29 novembre 2012, devant la « menace » de nationalisation de Florange brandie par le ministre du redressement productif Arnaud Montebourg.

La dirigeante du Medef peut désormais dormir sur ses deux oreilles. N'empêche que l'épisode a permis de relancer un débat que beaucoup au PS croyaient enseveli sous les décombres du mur de Berlin. Après l'accord passé entre Mittal et le gouvernement, la déception et la colère des salariés de Florange est à la hauteur de l'espoir suscité par l'annonce de Montebourg : sa promesse d'une nationalisation provisoire du site était bien sûr trop timorée, mais elle a tout de même résonné dans la tête de beaucoup de salariés. Enfin quelqu'un au pouvoir dit à un grand patron de dégager ! Qu'on peut faire sans lui ! Cela fait si longtemps qu'on nous répète que ça n'est pas possible, qu'il n'y a pas d'alternative. Après tant de reculs, on comprend que vouloir nationaliser une entreprise privée puisse être aujourd'hui perçu comme le signal politique d'une offensive contre les possédants.

C'est bien cet écho subversif que Laurence Parisot et ceux de sa classe ont entendu. Ce qui est « grave » selon eux, ce ne sont pas bien sûr les gesticulations d'un ministre faisant mine de défier une des plus grandes fortunes mondiales. C'est simplement d'avoir osé faire vaciller l'idée supposée intangible que la propriété privée des moyens de production est inviolable et sacrée.

Un signal donc, insuffisant bien sûr, mais néanmoins utile pour aider à se mobiliser. Insuffisant car la nationalisation d'une entreprise ne peut être une fin en soi. Elle ne garantit pas que sa production servira la collectivité, qu'elle ne sera pas soumise à la loi du profit, que les droits des salariés seront mieux respectés, etc. Les seules garanties en la matière seront celles que la population imposera par son contrôle démocratique sur la marche de l'économie. Mais exiger, comme l'ont fait les salariés de Florange, de nationaliser un site menacé de fermeture ne peut que renforcer notre volonté de répondre à l'urgence sociale en expropriant les licenciés, en socialisant leurs biens sans indemnités ni rachat, pour que les moyens de production soient enfin mis au service et sous le contrôle des travailleurs.

Patrick Chaudon

L'économie sociale et solidaire, « un modèle économique alternatif » ?

L'Économie sociale et solidaire (ESS) a le vent en poupe parmi nos dirigeants politiques, qu'on en juge : un ministre (Benoit Hamon) chargé de l'économie sociale et solidaire ; le mois de novembre déclaré mois de l'économie sociale et solidaire ; ou encore des dossiers dans le magazine *Gironde* du conseil général et dans le *Journal de la CUB*...



Il est vrai que son importance dans l'économie globale n'a rien de négligeable. Elle représentait, en 2011, 9 % de l'emploi de la CUB. Nationalement, selon l'INSEE et pour 2010, 9,5 % des entreprises relevaient de l'ESS, soit plus de 220 000 établissements et 10,3 % des emplois salariés, qui ont produit 10 % du PIB. Pour des informations détaillées sur la répartition des emplois et des entreprises, leur type, les secteurs concernés, voir le site du Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale : www.cncres.org.

On y trouve cette définition « des valeurs communes » de l'ESS :

- *Les hommes et les femmes sont au cœur de l'économie et en constituent la finalité : la personne et l'objet social priment sur le capital,*
- *L'adhésion aux projets et aux structures est ouverte et volontaire,*
- *La gestion est démocratique : élection des dirigeants, une personne une voix (et non une action une voix), mise en place d'instances collectives de décision,*
- *La lucrativité est limitée : constitution de fonds propres impartageables, la majeure partie des excédents est non redistribuable,*
- *La gestion est autonome et indépendante des pouvoirs publics, mais la coopération y est développée,*
- *Les principes de solidarité et de responsabilité guident la mise en place des actions.*

Mais derrière ces « valeurs communes », la réalité est très variée : on y retrouve en effet aussi bien des associations gérées par des bénévoles s'occupant d'animation sportive ou d'aide à la personne que les grandes mutuelles de santé et d'assurances ; aussi bien les AMAP (association pour le maintien d'une agri-

culture paysanne) que les grandes coopératives agro-alimentaires ; aussi bien des petites coopératives ouvrières constituées par des salariés pour garder leur emploi menacé par la fermeture de leur usine que des grandes banques comme le Crédit Agricole... Leurs effectifs vont de quelques individus à des dizaines de milliers de salariés...

Alors que la crise s'est installée durablement, que le chômage n'en finit pas d'exploser, l'ESS nous est présentée comme une solution pour créer des « emplois durables », assurer des fonctions indispensables délaissées par le « secteur privé commercial » parce que non rentables. Fonctions laissées vacantes aussi par la casse des services publics et les reculs de la protection sociale dont sont responsables ces mêmes dirigeants politiques qui, ne ratant aucune occasion de faire leur marketing électoral, ont l'hypocrisie de se revendiquer de l'ESS comme d'« un modèle économique alternatif », mettant « l'Humain au cœur du processus économique »...

Cela, ajouté à cette diversité surprenante, a incité *Anticapitalistes !* à se poser quelques questions (largement non exhaustives...) :

- Comment une banque comme le Crédit Agricole peut-elle se prévaloir des « valeurs communes » de l'ESS ?
- Comment peut se développer une coopérative ouvrière dans le monde de la concurrence internationale et quelles en sont les conséquences sur ses « valeurs sociales et solidaires » ? Petite visite au Pays Basque sud, chez Mondragon corporación...
- En quoi les coopératives et autres associations, qui situent explicitement leurs activités « sur le marché » et dans le cadre de ses lois, peuvent-elles constituer un « modèle économique alternatif » ?

Crédit agricole : « bienvenue

Aussi étonnant que cela puisse paraître... le Crédit Agricole constitue, selon ses propres dires, un fleuron de l'économie sociale, ses caisses régionales ayant le statut de coopératives. Selon une revue consacrée au mouvement coopératif, c'était en 2011 la première coopérative bancaire mondiale, devant le Groupe Caisse d'Épargne et la Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Si l'on visite le site <http://mabanquedifferente.credit-agricole-aquitaine.fr>, on est accueilli par le mot du président qui fait l'apologie des valeurs mutualistes, sociales et solidaires de cette belle institution, dont la mission est, c'est bien connu, « agir ensemble autrement ».

Mondragón corporación :

au Pays Basque sud, le plus grand groupe coopératif mondial

Parti en 1956 d'un petit atelier qui fabriquait à Mondragón, Guipuzcoa, des fourneaux et des réchauds à pétrole, le groupe Mondragón corporación (MCC) est aujourd'hui une multinationale. Elle rassemble plus de 250 entreprises pour moitié coopératives et pour moitié privées, dans la finance, l'industrie (avec entre autres la société FAGOR), la distribution (supermarchés Eroski) et la formation. En 2008, MCC était le premier groupe industriel basque, avec 35 000 salariés dans la région, le septième en Espagne avec 16,7 milliards d'euros de recettes. Il compte actuellement 83 000 salariés au niveau mondial.

Confronté, du fait même du succès de son développement, à la concurrence internationale, le groupe y a répondu avec les méthodes de toutes les multinationales, entre autres en rachetant des entreprises. C'est ainsi qu'en 2005, Fagor a absorbé la société Brandt, rachat qui s'est traduit par le licenciement d'une centaine de salariés, économies d'échelle obligent...

À l'origine, tous les salariés de MCC étaient des « socios », (en espagnol, coopérateurs associés à la propriété et à la direction de l'entreprise et dont l'emploi est garanti à vie). Ces « socios » ne représentent aujourd'hui qu'une petite moitié des salariés du groupe. Les autres, en particulier les travailleurs des entreprises absorbées et non employés au Pays Basque sud, sont des salariés « ordinaires ». Et même au Pays Basque sud, de nombreux travailleurs précaires viennent « ajuster » les aléas de la production. Comme l'explique un des respon-



sables de Fagor-Brandt : en Espagne, « la loi nous autorise à recruter 25% de salariés qui ne sont pas des associés ; quand il n'y a plus de travail, ils sont les premiers à partir... ».

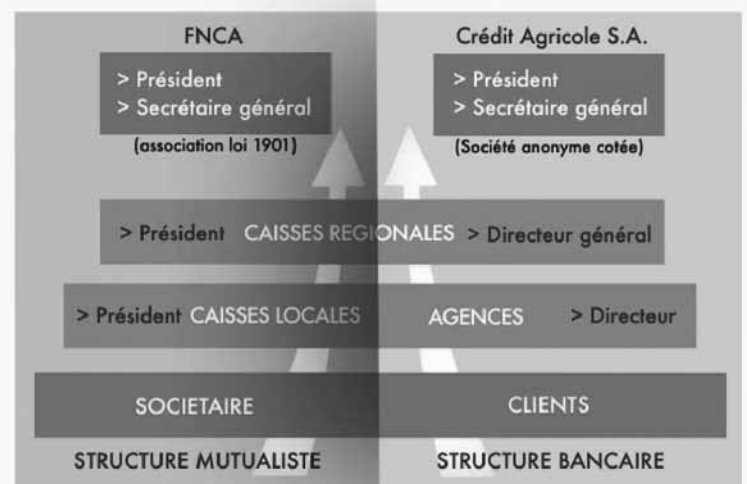
« La mission de Mondragón réunit les objectifs de base d'une entreprise en compétition sur les marchés internationaux avec l'utilisation de méthodes démocratiques dans son organisation de société, la création d'emplois, la promotion humaine et professionnelle de ses travailleurs et le contrat de développement de son entourage social. », lit-on sur son site.

Ce que l'on voit surtout à travers son évolution, c'est que les lois du marché s'imposent aussi bien aux coopératives qui ont du mal à survivre qu'à celles qui « réussissent ». Elles doivent toutes faire face à la « compétition sur les marchés internationaux », ce qui les conduit inexorablement à reculer sur tous les autres objectifs, quelle que soit la volonté des coopérateurs à s'y opposer.

sur votre site mutualiste... »

On peut y voir aussi comment le génie de ses dirigeants fait cohabiter la structure mutualiste dans laquelle règne la règle « 1 personne 1 voix » d'où le Crédit agricole tire sa légitimité à se prétendre « ma banque différente », avec une banque pas différente du tout dont le sommet, Crédit Agricole SA, est une holding financière bien placée au CAC40, engraisant ses actionnaires et impliquée jusqu'au cou dans la spéculation sur la dette grecque...

Puisqu'on vous dit qu'au Crédit agricole, l'humain prime sur le capital !



Une économie à part ?

L'Économie sociale et solidaire se présente elle-même comme différente du « *secteur privé commercial* », ce que reprennent les dirigeants politiques qui en font un des éléments de leur politique de « *soutien à l'emploi* ». Mais quelles sont réellement ces différences, sachant que l'ESS « *œuvre sur les marchés* » tout comme les autres entreprises (elle n'a pas le choix...)?

Si une entreprise peut réaliser un bénéfice, c'est que le prix de vente des marchandises est supérieur à leur coût de production. Cette différence ne peut venir que du processus de production, de la valeur ajoutée par le travail des salariés, ESS ou pas. Et en une journée, un salarié produit plus de valeur nouvelle qu'il n'en reçoit pour salaire : la différence, cette « plus-value » créée par le salarié, reste légalement propriété de l'entreprise.

Dans les entreprises privées, la plus-value extorquée aux travailleurs se répartit entre dividendes des propriétaires, réserves pour investissements et intérêts des emprunts. Les travailleurs-coopérateurs, eux, ne paient pas de dividendes, ou alors à eux-mêmes, et c'est ce qui fait que si la loi de la valeur s'applique à tous, la notion de rentabilité n'est pas la même pour les entreprises privées classiques et les coopératives.

Pour les coopératives —comme d'ailleurs bien des petits patrons— une production est rentable dès lors qu'elle se vend au moins à son prix de revient. Cela leur permet de survivre là où une entreprise privée fermerait du fait de la désertion des capitaux à la recherche de profits supérieurs.

Mais pour constituer des réserves, ou si elles doivent faire appel à une banque pour faire de nouveaux investissements, les coopératives doivent cependant dégager un surproduit suffisant. Et le niveau de rentabilité s'élève avec les taux d'intérêts exigés par les banques. Les travailleurs-coopérateurs sont ainsi pris entre la nécessité de dégager un surproduit suffisant à assurer le paiement de leurs dettes et celle de baisser leurs coûts de production. D'autant qu'ils

sont confrontés à la concurrence qui règne sur les marchés et les contraint en permanence à baisser leurs prix.

Les recettes ne sont pas originales : elles consistent à augmenter la productivité du travail par la modernisation des équipements (ce qui revient à emprunter plus) et à augmenter le taux d'exploitation (diminuer la part des salaires dans la valeur ajoutée). La différence avec une entreprise privée, c'est que ce n'est plus un patron qui impose autocratiquement ses « solutions », mais le collectif des travailleurs qui se les impose à lui-même...

Ainsi, quelle que soit la forme de pro-

priété de l'entreprise, que son statut réponde au principe « une personne une voix » dans lequel l'ESS voit la concrétisation de la « *primauté de l'Humain sur le capital* » ou à la règle « une action une voix » qui régit les sociétés par action, les lois du marché et de la concurrence s'imposent en dernier ressort. Car que vaut la règle « une personne une voix » dans une mutuelle de l'assurance confrontée, sur le marché, à des boîtes comme AXA ? Exactement ce que vaut la règle « une action une voix » accordée aux petits actionnaires d'AXA : de l'enfumage pour masquer le véritable pouvoir, celui des marchés financiers...

Pour un avenir « sans patrons »

Pour certaines grandes sociétés, grandes coopératives de l'agro-alimentaire ou de la distribution, mutuelles et banques, l'étiquette d'« *économie sociale* » héritée d'un passé bien lointain sert aujourd'hui d'argument de vente. À côté, une multitude d'associations, AMAP et autres coopératives ouvrières de petite taille font depuis longtemps la démonstration que la nécessité des « patrons » et la prétendue « motivation » par le profit sont une vaste blague.

Mais il ne suffit pas d'afficher des « valeurs sociales et solidaires », ni de se débarrasser du parasitisme des actionnaires, pour se dégager de l'emprise du capital. Ce dernier impose sa dictature « naturellement », du fait qu'une entreprise ne peut se soustraire ni aux lois de la concurrence, ni à la nécessité de faire appel au crédit, c'est-à-dire de se soumettre aux marchés financiers.

La question qui se pose aux salariés des entreprises de l'ESS est la même que celle qui se pose à l'ensemble des salariés : pour réellement mettre fin à la « primauté du capital sur l'humain », il n'y a pas d'autre solution que de s'émanciper des lois de la concurrence et de la dictature des marchés, à l'échelle de la société toute entière.

Et c'est le même programme d'urgence sociale, économique et démocratique qui peut donner à l'ensemble des travailleurs les moyens de s'organiser, de se regrouper, pour imposer un véritable changement de société, dans laquelle l'économie ne soit plus dirigée par les lois de la concurrence et la recherche du profit, mais bien par la satisfaction des besoins de chacun.

C'est seulement à cette condition que les valeurs sociales et solidaires que mettent en œuvre des milliers de travailleurs bénévoles ou salariés dans leurs associations, coopératives, institutions de toute sorte pourront s'épanouir et prendre tout leur sens.

Dossier réalisé par Daniel Minvielle



Réforme des rythmes scolaires

Une réforme contre les enseignants et les communes

Dans le grand chantier de refondation de l'école engagé par le Ministre Peillon, se pose la question des rythmes scolaires. Sur la base du constat que la journée d'enseignement de l'écolier français est une des plus chargées d'Europe, et qu'elle fait l'objet de la critique des spécialistes, le nouveau gouvernement est en train d'élaborer un projet de réforme des rythmes dont la presse s'est déjà fait largement l'écho. Rien n'est encore arrêté. Cette réforme, en cours d'élaboration, est censée améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants... mais Peillon n'a pas jugé bon de consulter les premiers intéressés, acteurs de l'école, les enseignants.

Un retour aux 4 jours et demi est acté, sans véritablement raccourcir la journée de travail : elle passerait de 6 h à 5 h 15. Pour le moment, aucune compensation financière n'est prévue pour les enseignants, pour cette demi-journée qui engendrera des frais de transport supplémentaires, garde d'enfants... Et comme Peillon a promis aux parents que leurs enfants ne quitteront pas l'école plus tôt, il veut imposer aux enseignants et aux municipalités d'assurer la prise en charge de ce temps : les enseignants pour de l'aide aux devoirs, les communes par une augmentation du temps périscolaire. Le gouvernement se décharge de sa responsabilité de financement de la réforme, contraint par le budget d'austérité qu'il nous impose. Face au mécontentement général des enseignants et des communes, Peillon laisse « la liberté » aux communes de mettre en place ou pas la réforme dès la rentrée 2013.

Cette réforme qui se voulait ambitieuse pour l'école, est en train d'accoucher d'une nouvelle attaque contre les enseignants, leur pouvoir d'achat et leurs conditions de travail. Elle met les communes face à une obligation que beaucoup vont avoir du mal à assumer.

Une vraie réforme des rythmes scolaires est un chantier complexe qui nécessite la concertation avec l'ensemble des acteurs de l'école et des moyens que le gouvernement, qui a fait le choix de l'austérité, ne pourra pas donner. Aux enseignants et aux parents

de se mobiliser pour se faire entendre et imposer les conditions d'une nécessaire mais véritable réforme des rythmes.

Christine Héraud

Peillon craint-il l'opinion des enseignants ?

Le Ministre Peillon prétend engager une « refondation de l'école », mais les seuls qu'il n'a pas consultés pour ce vaste chantier sont les enseignants. Il leur a même refusé une demi-journée banalisée pour en discuter.

Le SNUipp-FSU, syndicat du premier degré, a pris l'initiative de lancer un questionnaire pour leur donner la parole. 23 444 professeurs des écoles y ont répondu.

89 % d'entre eux sont pour une réforme, mais pas celle que leur propose Peillon.

L'immense majorité des instits juge la situation très sombre à l'issue de 5 ans d'attaques majeures du gouvernement Sarkozy contre l'école. Ils jugent leurs conditions de travail difficiles et dégradées (96%), même si ce métier reste pour beaucoup d'entre eux « passionnant ».

Leurs priorités pour le changement sont : la baisse du nombre d'élèves par classe (81 %) pour l'avenir de l'école primaire, la remise en place d'une formation de qualité (75 %), et le principe de « plus de maîtres que de classes » pour permettre le travail en petits groupes. 70 % notent l'importance d'attribuer plus de moyens aux écoles qui concentrent les difficultés, ce qui était auparavant le cas avec les ZEP. 90 % souffrent du manque de RASED. 97 % estiment qu'il ne s'agit pas d'un métier qui offre des perspectives de carrière intéressantes. Les salaires reculent depuis des années (8 % en 10 ans).

Nos priorités ne sont pas celles de Peillon ni du gouvernement qui nous imposent l'austérité.

C.H.

Michel Slitinsky

Michel Slitinsky est mort le 8 décembre. Nous souhaitons simplement rappeler ici à quel point il a été décisif pour imposer à l'Etat français qu'il juge une de ses créatures : Maurice Papon. Sans Slitinsky et une poignée de militants, ce criminel au service de la continuité de l'Etat, de la déportation des enfants juifs de Bordeaux jusqu'au massacre des Algériens en octobre 61, aurait continué à vivre sous les ors et les honneurs de la République, avec la bénédiction de De Gaulle, Giscard et Mitterrand.

Michel Slitinsky, toujours disponible pour témoigner de son combat, avait donné à la LCR33 plusieurs interviews (à lire sur notre site internet). Voici un extrait où il expliquait son bilan du procès Papon :

« Les derniers magistrats sur l'affaire et les jurés ont pu analyser objectivement et condamner Papon. Il faut que les nouvelles générations sachent que l'appareil politique change souvent de veste et je m'aperçois au terme d'une vie d'observation, qu'on est trompé par le personnel politique à 20 ans, à 30 ans, à 50 ans... et à 70 ans. Les politiques font beaucoup de promesses qu'ils ne tiennent pas parce qu'ils ont des fils à la patte.

« Ce que je veux, c'est être utile à la société. Pour cela, il faut révéler la vérité.

Des journalistes ont dit durant le procès qu'il n'était pas bon d'être juif à Bordeaux en 1942. Je répète qu'on a organisé des convois en 42, mais j'ai bien peur qu'on organise des charters en l'an 2000, si l'on ne réagit pas, parce qu'on a l'impression de hauts fonctionnaires qui cèdent. Chevenement, qui avait inscrit à son programme le droit d'asile, est le premier à lancer des circulaires pour mettre les sans-papiers en danger d'expulsion... »

Propos recueillis en novembre 2000 par Christine Héraud et Cathy Billard

Fin d'année difficile ? Envie de faire plaisir et de se faire plaisir ? Rien de tel que quelques bonnes lectures... alors petit coup de rétroviseur sur les « A lire » d'Anticapitalistes !

Quelques romans ?

Dans les polars **Tea Bag** et **Le Cerveau de Kennedy** d'Henning Mankell (7,1€ et 8€), l'enquête est guidée par le scalpel d'un auteur en colère, révolté par les injustices du monde.



Ceux de Qiu Xialong, comme **Les courants fourbes du lac Tai** (7,3€), nous font découvrir la Chine actuelle, le capitalisme de Shangäi...

Envie d'un peu d'air pollué ? allez dans **La Centrale** d'Elisabeth Filhol (5,3€), un roman sur les conditions des travailleurs du nucléaire.

Avec **D'acier** de Silvia Avalonne (12,5€) vous partirez dans l'Italie d'aujourd'hui partager la révolte d'Anna et Francesca, 13 ans, en quête de liberté.

Les ouvrages de B. Traven nous conduisent de la révolution allemande de 1918 aux révoltes des paysans mexicains (**Dans l'Etat le plus libre du monde, Chaine de montage et autres nouvelles, La révolte des pendus, Rosa Blanca...** entre 4 et 11 €).

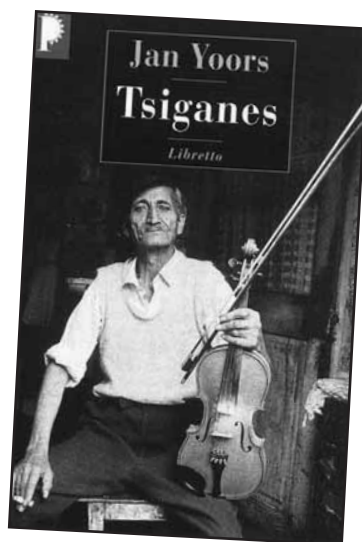
L'homme qui aimait les chiens de Leonardo Padura (bientôt en poche, 14€) où l'histoire du combat de Trotsky jusqu'à son assassinat croise celle d'un cubain d'aujourd'hui pas dupe du régime de son pays...

L'agneau de Christopher Moore (9,95€), c'est l'histoire inconnue de Jésus, entre 12 et 30 ans, racontée par son pote Biff, à la façon d'un polar plein d'humour et iconoclaste.

Dans **Comment j'ai liquidé le siècle** (7,30€), Flore Vasseur s'amuse dans l'univers des grands manipulateurs du capitalisme : trader dépressif, logiciels incontrôlables et très méchante banquière...

Gérard Mordillat, avec sa trilogie **Les Vivants et les morts** (8,6€), **Notre part des ténébres** (7,6€) et **Rouge dans la brume** (8,1€), s'est lancé le défi de repenser la révolte ouvrière, la grève générale, l'insurrection... c'est pas Germinal ou la Commune, c'est la classe ouvrière d'aujourd'hui.

Tsiganes, sur la route avec les Rom Lovara de Jan Yoors (9,7€) nous fait fuguer avec un jeune de douze ans qui s'invite chez des Tsiganes dresseurs de chevaux passant par là. L'enfant convaincra ses parents de le laisser vivre avec eux.



Amateur de crabe ? Takeshi Kobayashi raconte sa pêche dans **Le Bateau - usine** (19€), des conditions terribles pour ces marins japonais des années 1920, et l'insoumission...

& des BD ?

Olympe de Gouges (Catel & Boquet, 24€) : la vie d'une révolutionnaire du 18^{ème} siècle qui osa dénoncer l'esclavage et écrire « *les droits de la femme et de la citoyenne* ».

Charles Masson nous parle de Mayotte (**Droit du Sol** 24€) ou d'un SDF (**Soupe froide** 13€) avec un trait plein d'humanité et de colère.

Zahra's Paradise (Amir et Khalil, 16€), la révolte de la jeunesse iranienne en 2009.



Pierre Goldman, la vie d'un autre (Moynot 24 €) revient sur cette figure militante des années post-68.

Chroniques de Jérusalem (Delisle, 25,5€) : un nouveau reportage de ce dessinateur voyageur.

Octobre noir (Daeninckx et Makowski, 13,7€) et **Dans l'ombre de Charonne** (Frappier, 18,5€) retour sur deux crimes de l'Etat français contre les opposants à la Guerre d'Algérie.

Bruno Loth avec la série **Ermo** (4 tomes, 16€) place son récit pendant la révolution espagnole. Avec **Apprenti en 1936** (18€) et **Ouvrier, mémoires de l'Occupation** (19€), il raconte l'histoire simple de son père, ouvrier à Bordeaux.

F.M.

Pour toutes vos commandes... faites vivre une librairie militante ! www.la-breche.com Nouvelle librairie La Brèche, 27, rue Taine 75012 PARIS

Expo : Les Désastres de la guerre de Goya

Le commanditaire espagnol, le général Palafox, voulait que le peintre de la Cour, Francisco de Goya, peigne la glorieuse lutte du peuple espagnol soulevé derrière ses nobles madrilènes contre l'invasion napoléonienne, en 1808. Mais il n'en fut rien.

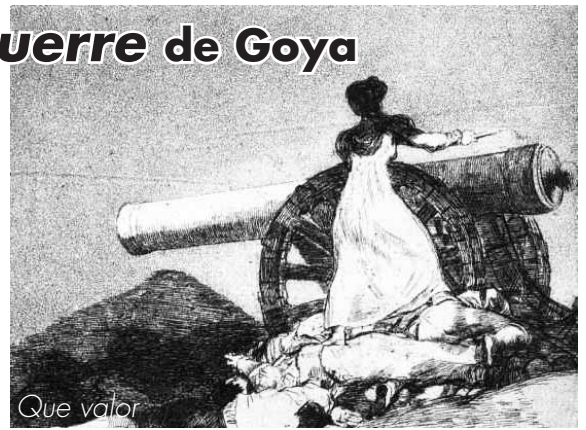
Goya réalisa ces 82 gravures à l'eau-forte, non pour montrer les actes héroïques des Espagnols contre les Français, mais pour dénoncer les horreurs de la guerre, de toutes les guerres, et graver à la force de son burin, les désillusions mais aussi les convictions vivaces du libéral qu'il demeurera jusqu'à sa mort en exil à Bordeaux en 1828.

Il en résulte des gravures uniques, instantanés de Mameluks face à des Madrilènes armés de simples couteaux, de massacres, de charretées de morts jetés

aux fosses communes, de viols, d'exécutions, de pendaisons... Les hommes sont anonymes, ils s'entassent parfois en tas difformes de cadavres : la violence et la barbarie n'ont pas de patrie.

Le seul personnage véritablement héroïque et seul vrai portrait de la série est une femme, sans doute Agustina, une combattante qui allume la mèche d'un canon, debout sur un monceau de cadavres. Représentée de dos et le visage dans l'ombre, elle personnifie la femme, les femmes, ces héroïnes réelles et invisibles de toutes les guerres.

L'exposition met l'accent sur l'aspect visionnaire de Goya, qui a inspiré des générations de photographes de



guerre. Ses massacres de civils ne sont en effet pas sans rappeler bien des scènes de l'armée française en Algérie, ou des USA au Vietnam. Avec l'art en plus : du Goya, du dessin et du sang.

Courrez voir cette expo au Centre Jean Moulin à Bordeaux, gratuit tous les jours sauf le lundi de 14h à 18h jusqu'au 21/02/2013.

M. Casanova

Expo : Au temps des Gaulois. L'Aquitaine avant César

« Nos ancêtres les Gaulois »... cette fadaise a été martelée à des générations d'enfants, l'histoire des peuples gaulois étant déformée et utilisée à des fins politiques quand il s'agissait de construire un mythe national, une identité pour consolider la société bourgeoise et républicaine issue de 1789.

L'exposition temporaire présentée au Musée d'Aquitaine fait le choix de commencer par-là, par un « couloir des idées reçues »... histoire de les évacuer avant de passer à la vraie vie.

L'exposition est riche de centaines d'objets trouvés par les archéologues dans la région, qui permettent de redonner vie à l'artisanat, l'agriculture, l'habitat, les villes, le commerce international... et en filigrane, de percevoir les relations sociales de cette société déjà marquée par la guerre, la division du travail, les différences de classes.

Des maquettes et des reconstitutions grandeur nature viennent compléter les pièces d'époque pour imaginer

cette société jusqu'à la rencontre avec les Romains.

Cette belle exposition nous invite à suivre l'enquête des historiens et archéologues, à décrypter avec eux les indices pour comprendre ces peuples qui n'ont laissé presque aucune trace écrite... alors qu'ils connaissaient l'écriture.

F.M.

L'expo est présentée au Musée d'Aquitaine (20 cours Pasteur, Bordeaux), jusqu'au 17 mars.

Histoire de bronze...

500 000 euros, 3m20, 1 100 kg : c'est du lourd (et cher) la statue en bronze de Chaban qui vient d'être installée à Bordeaux. Avec en plus, pour le style de l'œuvre, un côté néo-stalinien qui renforce encore l'austérité de la place Pey Berland ! Sans vouloir critiquer le sculpteur bien entendu, qui a fait une œuvre de commande, alimentaire, plus qu'une création artistique. Statue, stade, pont, pourquoi tant de Chabanisme sur la ville ? Il fut député maire de Bordeaux de 1947 à 1995, premier ministre de Pompidou de 69 à 72, 3 fois président de l'Assemblée nationale ainsi que résistant et tennisman. Ce qui est moins connu, c'est qu'il fut un bref ministre de la défense, en 1958 et inaugura à ce titre le Centre d'Instruction à la pacification en Algérie dont il confia la direction à un certain Bigeard ! Il fut aussi du lobby qui poussa à la construction de la bombe nucléaire. Et, autre « bombe » révélé par le Canard enchaîné en 1974 il ne payait pas (lui aussi !) d'impôts ! Bref, Chaban fut un de ces « barons du gaullisme » comme on disait à l'époque vivant très bien de sa fonction d'homme politique au service du capitalisme et qui aura considéré pendant 48 longues années la ville de Bordeaux comme sa propriété privée lui permettant à lui, et toute la clientèle qu'il avait eu le temps de se faire, de bien profiter.

Pour en revenir à notre bronze de départ, si vous avez des idées sur ce qu'il pourrait devenir vous pouvez les envoyer à la rédaction d'Anticapitalistes. Qui sait, ça pourra peut être servir pour les municipales de 2014 !

J.R.

Egypte :

la révolution ne fait que commencer

Le coup de force du Président islamiste Mohamed Morsi, membre des Frères Musulmans, s'attribuant les pleins pouvoirs le 22 novembre dernier, a pu faire penser que le peuple égyptien avait renversé Moubarak pour rien, puisqu'il se retrouve avec un nouveau dictateur, protégé par l'armée, contre lequel il est contraint de se soulever à nouveau, et par lequel il est encore durement réprimé.

Mais ce serait ne pas voir que deux ans après le soulèvement de janvier 2011 et le Printemps arabe, la révolution égyptienne en est à une nouvelle phase de colère sociale.

Il est vrai que, dans un premier temps, les Egyptiens se sont fait voler leur révolution, des mois de luttes et de grèves, en laissant l'armée prendre la main. Celle-ci a mis fin provisoirement au mouvement par une tentative de coup d'Etat en juin 2012, mais craignant de déclencher une deuxième insurrection populaire, elle n'a pas osé aller jusqu'au bout.

Du coup, ce sont les Frères musulmans qui ont pris le relais, limogeant quelques ministres-généralistes les plus détestés, donnant l'impression de satisfaire les exigences populaires pour empêcher une radicalisation du mouvement populaire qui prévoyait une grande manifestation pour faire tomber le pouvoir islamico-militaire le 24 août dernier.

Aujourd'hui, Morsi a beau faire quelques « concessions » en revenant sur le décret élargissant ses pouvoirs, en voulant imposer un référendum constitutionnel le 15 décembre, tout en déployant ses chars contre

les manifestations, le mouvement social continue.

La presse n'en a pas parlé, mais les actuelles manifestations place Tahrir ne sont pas nées de rien. Il y a eu 300 grèves et manifestations dans la seule première moitié de septembre 2012. Ouvriers du Canal de Suez et du gaz, employés des bus, des hôpitaux, des ministères, des parquets, d'Air Egypte, du tourisme ou des petits commerces, étudiants, lycéens, chômeurs, handicapés et même les

ultras des clubs de foot se sont organisés, contre les pénuries des produits de base comme le pain et l'eau, et des hausses de prix (jusqu'à 170 % pour le poisson) ; il y a eu une campagne nationale « Nous ne paierons pas » contre les hausses de factures d'électricité, des travailleurs de l'usine

chimique Nasr ont exigé la suppression des postes tenus par des officiers et la révocation du Directeur de NSPO (qui possède Nasr), l'organisme militaire qui détient 40 % de l'économie égyptienne et exerce le vrai pouvoir.

Une grande partie de ces grèves exigent depuis 2011 de « *dégager tous les petits Moubarak* » à tous les niveaux de l'Etat et de l'économie, ainsi que des droits démocratiques. Une nouvelle génération de jeunes militants est née, issue des classes pauvres et des usines, qui crée de nouveaux syndicats, et n'a plus d'illusions dans la fausse démocratie actuelle et les islamistes. Ils sont le germe d'une nouvelle étape de cette révolution en cours.

